



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1<sup>er</sup> juin 2022

## Enquête sur l'accès des entreprises au financement : durcissement des conditions de financement dans un contexte d'incertitude économique croissante

- Les entreprises de la zone euro ont continué à faire état d'une reprise de l'activité, mais leur rentabilité a diminué sous l'effet de la hausse du coût des intrants.
- L'accès aux financements externes a continué de s'améliorer, mais à un rythme plus lent, les entreprises de la zone euro estimant que l'environnement macroéconomique a eu un impact négatif sur l'accès aux financements.
- Si l'accès aux financements externes a été, dans l'ensemble, aligné sur la demande de financement, les entreprises ont fait état d'un durcissement des conditions de financement et s'attendent à des difficultés accrues pour y accéder.

Les résultats de l'enquête sur l'accès des entreprises au financement (SAFE) dans la zone euro pour la période d'octobre 2021 à mars 2022 indiquent que la reprise de l'activité économique des entreprises s'est poursuivie et que la hausse du [chiffre d'affaires](#) est plus fréquente dans les grandes entreprises que dans les petites et moyennes entreprises (PME) (graphique 1). La rentabilité des entreprises a toutefois diminué sous l'effet de l'augmentation des coûts de production ; 89 % des entreprises ont, en effet, signalé, en termes nets <sup>1</sup>, une augmentation des coûts des [matières premières et de l'énergie](#) et 66 % une hausse des coûts de la [main-d'œuvre](#), ces deux pourcentages ayant atteint un point haut historique dans l'enquête. L'impact des ruptures d'approvisionnement et de la hausse des coûts de l'énergie, probablement en partie imputables à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, devrait continuer à pousser les prix à la hausse (graphique 2). L'importance accordée à l'inflation anticipée en tant que facteur des prix de vente a par ailleurs augmenté par rapport à 2020, 58 % des entreprises désignant désormais l'inflation anticipée comme un facteur « très important » (contre 30 % en 2020).

Au cours de cette campagne d'enquête, si les entreprises de la zone euro ont considéré que les modifications de la situation économique générale avaient eu un impact négatif important sur leur accès

---

<sup>1</sup> Les pourcentages nets se définissent ici comme la différence entre le pourcentage d'entreprises déclarant qu'un facteur a augmenté et le pourcentage de celles déclarant qu'il a diminué.

## Communiqué de presse / 1er juin 2022

Enquête sur l'accès des entreprises au financement : durcissement des conditions de financement dans un contexte d'incertitude économique croissante

au financement (– 29 %, contre 8 %), avec une incidence similaire pour les PME et les grandes entreprises, l'accès aux financements externes a continué de s'améliorer, mais à un rythme plus lent. Dans l'ensemble, les progrès plus modestes en matière d'accès des entreprises aux financements externes ont globalement compensé l'augmentation modérée de leurs besoins de financement, de sorte que l'[écart de financement externe](#), soit l'écart entre la variation de la demande et celle de l'accès au financement externe, est ressorti à 1 % (contre – 4 % lors du cycle précédent).

Un nombre important d'entreprises de la zone euro ont fait état d'un durcissement des conditions de financement, 34 % d'entre elles signalant des hausses des taux d'intérêt bancaires, contre 5 % lors de la campagne précédente (graphique 3). Aucun pourcentage comparable n'a été observé dans l'enquête SAFE depuis 2012 et il est cohérent avec le récent élargissement net des marges appliquées aux prêts bancaires également signalé par les banques dans l'enquête sur la distribution du crédit bancaire d'avril 2022. Pour l'avenir, les entreprises ont anticipé une détérioration de leur accès aux prêts bancaires et aux lignes de crédit pour la première fois depuis la crise de la pandémie de coronavirus (COVID-19), ce qui reflète probablement un environnement dominé par l'incertitude et un changement d'attitude de la part des banques.

Ce rapport présente les principaux résultats de la 26<sup>ème</sup> campagne de la SAFE dans la zone euro, qui a été réalisée entre le 7 mars et le 15 avril 2022, et a porté sur la période comprise entre octobre 2021 et mars 2022. L'échantillon recouvrait 10 950 entreprises, dont 9 999 (91,3 %) sont des PME (entreprises comptant moins de 250 salariés).

**Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à [Philippe Rispal](#)**

**au: +49 69 1344 5482.**

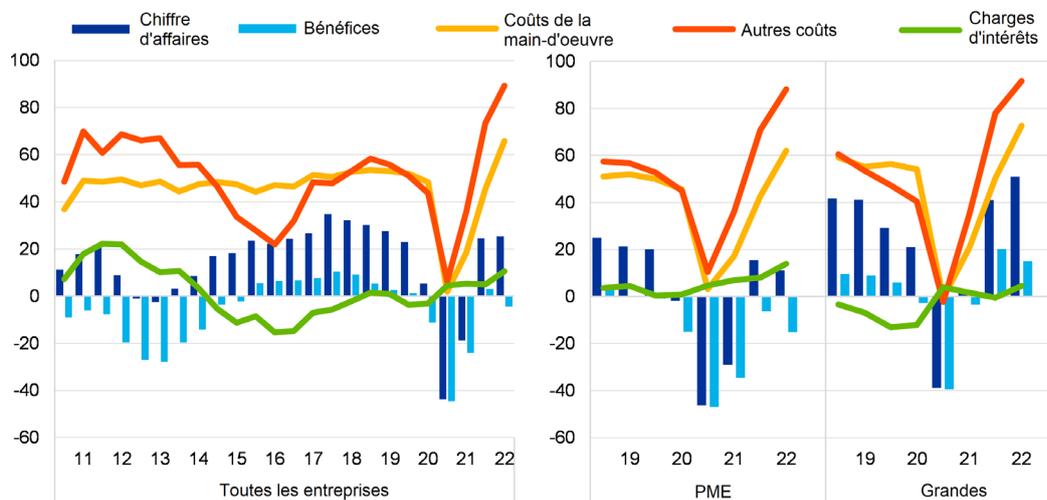
### Notes :

- Un [rapport](#) sur cette campagne d'enquête, ainsi que le [questionnaire](#) et les [informations méthodologiques](#), est disponible sur le site internet de la BCE. MIS À JOUR LE 1ER JUIN
- Des séries de données détaillées pour chaque pays de la zone euro et les résultats agrégés pour la zone sont disponibles dans le [Statistical Data Warehouse](#) (Entrepôt de données statistiques).

## Graphique 1

### Variations des revenus des entreprises de la zone euro

(pourcentages nets de participants)



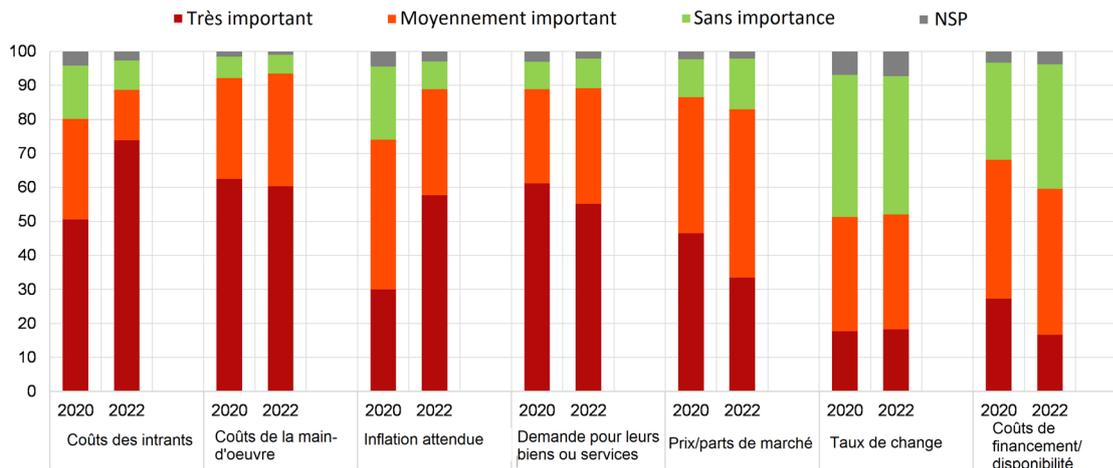
Base : Toutes les entreprises. Les chiffres se rapportent aux campagnes 3 à 26 de l'enquête ( mars 2010-septembre 2010 à octobre 2021-mars 2022) pour toutes les entreprises et aux campagnes 19 à 26 ( avril 2018-septembre 2018 à octobre 2021-mars 2022) pour les PME et grandes entreprises.

Notes: Les pourcentages nets correspondent à la différence entre le pourcentage des entreprises déclarant qu'un facteur donné a augmenté et le pourcentage de celles faisant état d'une diminution.

## Graphique 2

### Facteurs ayant une influence sur les prix de vente des entreprises de la zone euro (situation en 2022 comparée à la situation pré-pandémique en 2020)

(pourcentages de participants)



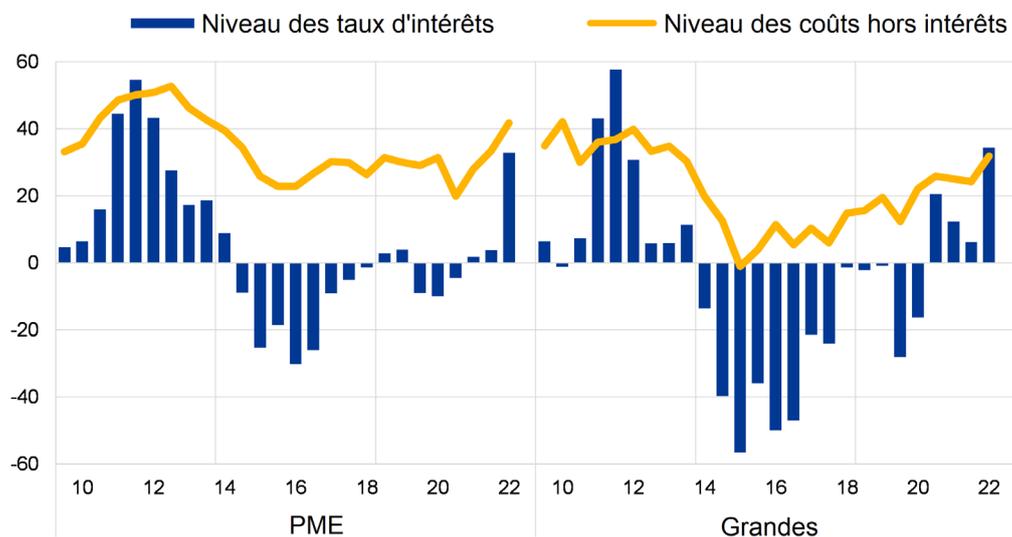
Base : Toutes les entreprises. Les chiffres se rapportent à la campagne 26 de l'enquête (octobre 2021-mars 2022).

Notes: NSP signifie « ne sait pas »

### Graphique 3

#### Évolution du coût des prêts bancaires accordés aux entreprises de la zone euro

(pourcentages nets de participants)



Base : Entreprises ayant fait une demande de prêt bancaire (y compris les prêts subventionnés), de ligne de crédit ou de découvert bancaire ou de carte de crédit. Les chiffres se rapportent aux campagnes 1 à 26 de l'enquête (janvier 2009-juin 2009 à octobre 2021-mars 2022).